

désintéressons des classes laborieuses, qu'elles soient industrielles ou agricoles, nous les poussions dans les bras des agitateurs dangereux?

C'est pour éviter ce malheur, que je voudrais que le Gouvernement de ce pays s'occupât d'une façon toute spéciale du sort des classes ouvrières. A cause de certaines influences que tout le monde connaît et que le Gouvernement n'a pas tenté de faire disparaître, le coût des choses nécessaires à la vie a augmenté dans une proportion démesurée au Canada.

Il est vrai que le salaire des ouvriers a aussi augmenté, mais cette augmentation est loin de faire contrepoids à l'augmentation volontaire et arbitraire des prix.

Avant la guerre, une famille pouvait se nourrir toute une semaine avec \$7. En janvier 1919, la même famille de cinq personnes devait dépenser, pour la même période, la somme de \$14.87, ce qui fait une augmentation de cent pour cent. Sans doute, les ouvriers en munitions ont obtenu des salaires très élevés, mais on ne fabrique plus de munitions et le coût de la vie n'a pas encore accusé de tendance à baisser. La situation reste si sérieuse, que dis-je, plus sérieuse, puisqu'un grand nombre de personnes sont à la recherche de travail et que, dans certains cas, les salaires tendent à baisser.

Il faut donc que le Gouvernement se préoccupe immédiatement de ce problème, non pas tant pour assurer aux ouvriers un traitement plus élevé, mais pour diminuer le coût de la vie. La valeur d'achat d'une piastre, aujourd'hui, est tellement diminuée que l'on ne songe même plus à faire des économies, dans les cas où les circonstances le permettraient. Il faut, de toute nécessité, que les conditions changent et avant qu'il soit trop tard.

L'honorable proposeur de l'adresse a dit: "Aujourd'hui, le nuage s'est levé et nous sommes au seuil d'une ère de paix assurée et, je crois, durable. La grande époque de sacrifice et de lutte est terminée." Ces paroles, vraies en ce qui se rapporte à la paix extérieure ne le sont pas tant si l'on songe aux grondements formidables qui se font entendre à l'intérieur de notre pays comme des autres pays.

"Le peuple du Canada, dit encore l'honorable député de Calgary-Est, peut, maintenant que le lourd fardeau placé sur ses épaules par la guerre a été enlevé, s'arrêter et passer en revue, avec orgueil, les actions qu'il a accomplies sous la direction du premier ministre et de son cabinet."

[M. Pelletier.]

Sans doute le peuple du Canada peut considérer avec orgueil les grandes choses qu'il a accomplies. Je suis certain qu'il l'a déjà fait, mais je sais très bien qu'il ne s'arrêtera pas dans sa marche. Ils peuvent arrêter et regarder en arrière, ceux qui ont accumulé des millions au cours de la guerre, ceux qui ont doublé et triplé leur fortune déjà grosse, mais l'ouvrier, le père de famille, celui qui attend après la paie du mois, de la quinzaine, de la semaine, pour acheter du pain et des chaussures à ses enfants, n'a pas le temps de s'arrêter.

Si le premier ministre et son cabinet veulent que le peuple ait le loisir de repasser dans son esprit les pages glorieuses qu'il a ajoutées à l'histoire de notre pays, il faut que les conditions économiques soient changées, il faut que l'on cesse de tâtonner, d'hésiter et que l'on adopte des mesures efficaces et radicales.

A tout prix il faut que des mesures soient prises pour que les prix de toutes les choses nécessaires à la vie diminuent. Sans ce changement, la paix qui se signera bientôt à Paris n'aura aucun effet au Canada, car la lutte acharnée des classes aura commencé et personne ne peut prévoir jusqu'où elle ira.

Ce qui se passe ailleurs ne nous permet pas d'être optimistes. Ce qui se passe dans nos grandes villes, les manifestations bolchevistes et socialistes que les journaux nous rapportent quand la censure ne les supprime pas, ne nous permettent pas d'être confiants dans l'avenir.

Comment le gouvernement obtiendra-t-il la diminution du coût de la vie? Premièrement, en empêchant des intermédiaires sans scrupules de spéculer sur tous les articles nécessaires.

Il y a trois ans que le peuple du Canada aurait dû être protégé contre ces vampires. Le seul moyen, c'est de frapper d'une taxe très lourde tous les profits qui excèdent un certain pourcentage raisonnable. C'est de punir sévèrement tous ceux qui se rendent coupables de gaspillage et de monopolisation. En fixant un prix maximum, basé sur le coût de production et non sur la fantaisie de celui qui a su accaparer les articles de consommation.

On se répand en éloges sur les soldats qui reviennent des tranchées et l'on proclame qu'il n'y a rien de trop bon pour eux. Sans doute, ces éloges sont mérités, car ces hommes se sont conduits en héros, ils ont risqué leur vie. Mais, ne nous figurons pas que ces soldats vivront d'éloges et de